Exposition 2026-2027

Les étrangers dans la Résistance 1940-1945

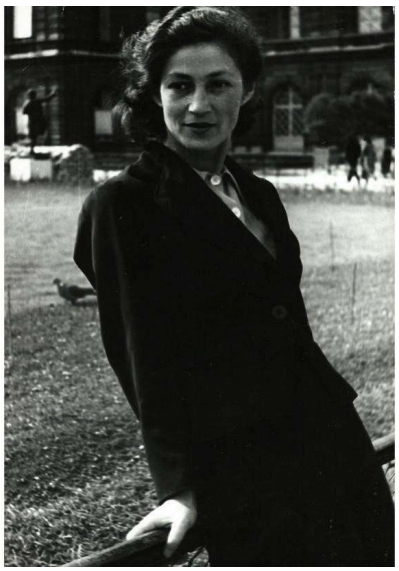
Ressources Panneau 09

Qui est Julia Pirotte ?

Julia Pirotte, née Golda Perla Diament le 26 août 1907, grandit entre Końskowola et Lublin en Pologne dans une famille juive pauvre, son père est mineur. Arrêtée à 17 ans pour son engagement dans les jeunesses communistes polonaises, elle passe quatre ans en prison. En 1934, aidée par l'organisation du Secours rouge international , elle fuit son pays pour rejoindre sa sœur Mindla, réfugiée en France.

Tombée malade, elle s'arrête en Belgique où elle travaille comme ouvrière et épouse le syndicaliste Jean Pirotte. A Bruxelles, elle suit les cours du soir à l'école de journalisme ainsi qu'une formation en photographie. En 1938 et 1939, elle réalise ses premières missions comme photo-journaliste : une enquête sur les mineurs polonais à Charleroi pour une revue syndicale ainsi qu'un reportage aux Pays Baltes pour l'agence de presse Foto WARO.





A gauche : Échange de pots sur la place. Lituanie, 1938-1939. © Julia Pirotte/Institut historique juif de Varsovie.
A droite : Julia Pirotte sur un banc de Linda Wolf, Cour ENSP. Arles, France, 1982, © Véronique Vercheval.

Résistante

En mai 1940, à la suite de l'invasion de la Belgique par l'Allemagne nazie, elle prend le chemin de l'exode. Avec des camarades rencontrés pendant le voyage, elle décide de s'installer à Marseille en raison des usines présentes dans la ville. Elle commence à travailler dans une usine d'aviation et comme photographe sur une plage privée. A partir de 1942, elle est engagée comme photojournaliste pour la presse locale : le Dimanche illustré, la Marseillaise, le Midi Rouge, entre autres.

Ses reportages témoignent des conditions de vie précaires des habitants du Vieux-Port, de la situation des femmes et des enfants juifs internés au camp de Bompard et des opérations des maquis. Elle rejoint très tôt la Résistance tout comme sa sœur Mindla. Agent de liaison pour les FTP-MOI, elle transporte des tracts, des armes et fabrique des faux-papiers. Le 21 août 1944,

elle prend part à l'insurrection de Marseille et documente par ses photographies les différents moments de la journée.







A gauche : Fillette tenant une tasse, camp de Bompart, Marseille (Bouches-du-Rhône). France, 1942. Coll. Mémorial de la Shoah/Julia Pirotte.
A droite : Insurrection de Marseille. Marseille, France, 21 août 1944. © Julia Pirotte/ La contemporaine. Bibliothèque. Archives. Musee des mondes contemporains.
Au centre : Quartier du Vieux Fort. L'armée régulière française est arrivée. Marseille, France, 21 août 1944. Coll. La contemporaine, Bibliothèque, archives, musée des mondes contemporains.

Après la guerre

Julia Pirotte rentre en Pologne, un pays en pleine reconstruction. En 1946, elle est l'une des seules photographes présentes à Kielce juste après le pogrom, son reportage est un témoignage poignant sur l'antisémitisme toujours virulent dans son pays. Dans les mois qui suivent, elle accompagne les convois de rapatriement des mineurs polonais de France. En 1948, elle couvre le Congrès mondial des intellectuels pour la paix de Wroclaw auquel participent, entre autres, Pablo Picasso, Irène Joliot-Curie, Aimé Césaire, dont elle prend des portraits empreints d'humanisme. Parallèlement, elle est cofondatrice et directrice de l'Agence de photographie militaire (WAF, 1946-1948).

En 1957, Julia Pirotte part en Israël notamment pour expérimenter la vie collectiviste des kibboutz. De retour en Pologne, elle continue de réaliser des reportages pour la presse polonaise, mais son activité se réduit sensiblement. A partir des années 1980, son travail de photographe commence à être reconnu et ses photographies sont exposées dans de nombreuses villes : New York, Arles, Stockholm, Charleroi, Paris, Varsovie, Bratislava entre autres. Le 15 février 1996, la France lui décerne le titre de chevalier des Arts et des Lettres. Elle meurt le 25 juillet 2000 à Varsovie.







A gauche : Une petite fille dans une rue en ruine. Varsovie, Pologne, 1947. © Julia Pirotte/Musée de la Photographie à Charleroi.
A droite : Enterrement des victimes du pogrom de Kielce (voïvodie de Sainte-Croix). Pologne, juillet 1946. Coll. Mémorial de la Shoah/Julia Pirotte.
Au centre : « L'homme nouveau ou la puissance du travailleur ». Varsovie, Pologne, 1947. © Julia Pirotte/Musée de la Photographie à Charleroi.

Portraits



Suzanne Spaak (Bruxelles 1905 – Fresnes 1944)
Membre de la section franco-belge du réseau de renseignement l'Orchestre rouge, et l'une des dirigeantes du Mouvement National contre le Racisme (MNCR), elle organise et coordonne des actions de sauvetage d'enfants juifs. Arrêtée par la Gestapo le 8 novembre 1943, elle est fusillée le 12 août 1944 à la prison de Fresnes. Elle a joué un rôle déterminant dans la carrière de photographe de Julia Pirotte, notamment en lui offrant son appareil photo.
Photo : Portrait de Suzanne Spaak par Julia Pirotte. Bruxelles, Belgique, 1939.



Mindla Diament (1911 – 1944)
Sœur de Julia, réfugiée en France avant-guerre, en 1941, elle rejoint la résistance au sein des FTP-MOI dont elle devient l'un des agents de liaison. Arrêtée à Chalon-sur-Saône, elle est déportée en Allemagne le 3 décembre 1942 et guillotinée le 24 août 1944.
Photo : Mindla Diament photographiée par sa soeur Julia Pirotte. © Julia Pirotte/Mémorial de la Shoah.

LA VIE EXEMPLAIRE DE MÈRE MARIE

(Dimitri Vicheney/Bulletin n° 45)



En 1932, la religieuse orthodoxe russe Mère Marie (de son vrai nom Elisabeth Skobtsov née Pilenko en 1891), ancienne journaliste et poétesse ayant participé à la Révolution comme membre du parti socialiste-révolutionnaire, crée un foyer pour femmes émigrées comme elle, au 6 avenue de Saxe (Paris VIIème). Elle y adjoint une chapelle consacrée à l'Intercession de la Très Sainte Vierge et, en 1935, elle se transporte avec sa petite communauté au 77 rue de Lourmel (Paris XVème).

Pendant l'Occupation, elle-même et le prêtre de l'église Dimitri Klépinine décident de venir en aide à ceux qui étaient persécutés par les Allemands (juifs, résistants, patriotes russes...), en les cachant et en donnant aux juifs de faux certificats de baptême.
En 1943, ils sont arrêtés par la Gestapo et déportés, elle à Ravensbrück, et lui à Buchenwald, où ils périssent avant la libération des camps.

Par la suite, ils ont été canonisés par l'Eglise orthodoxe, et il a été décidé qu'une rue du XVème arrondissement de Paris, non loin du 77 rue de Lourmel, porterait le nom de Marie Skobtsov. En 2003, une plaque commémorative avait été apposée sur l'immeuble moderne qui porte actuellement le n° 77 de la rue de Lourmel, le précédent ayant été démoli dans les années 60.
Le 31 avril 2016 était inaugurée à quelques mètres de là une rue Mère Marie Skobtsov, en présence de nombreuses personnalités, et bien entendu de l'auteur de cet article, Dimitri Vicheney.



Sitographie :
https://www.paris15histoire.com/mere-marie

https://fr.wikipedia.org/wiki/Marie_Skobtsova

https://pupille-orphelin.fr/2022/11/23/mere-marie-skobtsova-lexcentrique-bienfaitrice-hors-normes/

Véra Obolensky née Makarova
Contexte historique
Née le 24 juin 1911 à Moscou (Russie), morte guillotinée le 4 août 1944 à Berlin-Charlottenburg (Allemagne) ; mannequin, secrétaire dans l'industrie ; résistante secrétaire de l'Organisation civile et militaire OCM.

Son père, Apollon Apollonovitch Makarovff appartenait à la haute société russe, il fut vice-gouverneur à Bakou puis pendant la guerre civile, la famille émigra à Paris en 1920. Véra arriva donc dans la capitale française à l'âge de neuf ans où elle était munie d'un passeport Nansen. Après ses études, elle travailla comme mannequin dans des maisons de couture russes puis comme secrétaire de l'industriel Jacques Arthuys. En 1937, elle épousa le prince Nicolas Alexandrovitch Obolensky (1900-1979), fils du gouverneur de Saint-Pétersbourg, propriétaire d'immeubles à Nice.

Dès le début de l'Occupation de la France, elle entra dans un groupe de résistance avec Jacques Arthuys. En décembre 1940, il fusionna avec celui de Maxime Blocq-Mascart dont les activités étaient le renseignement et l'évacuation à l'étranger des prisonniers de guerre britanniques. Vera Obolensky, que ses proches surnommaient Vicky, prit en charge le secrétariat central du mouvement qui devint l'OCM au printemps 1941. Parallèlement à cette activité, Vicky aida régulièrement Marcel Berthelot dans la centralisation des renseignements destinées au réseau Centurie et à la Confrérie Notre-Dame CND.

Après l'arrestation de Jacques Arthuys le 21 décembre 1941, Vera Obolensky se mit au service de son successeur, le colonel Touny et conserva la responsabilité du secrétariat central de l'OCM. Dans ses fonctions, elle fit preuve d'une perspicacité (affaire Tilden) et d'un sang froid qui sauva l'OCM. En septembre 1943, lorsque Maxime Blocq-Mascart devint membre du bureau permanent du Conseil national de la Résistance (CNR), elle fut son agent de liaison.

Véra Obolensky est arrêtée le 16 décembre 1943 par l'équipe de Rudi Von Merode travaillant pour la Gestapo, chez son amie russe Sofka Nossovitch, résistante de l'OCM, rue Saint-Florentin. Inculpée de haute-trahison, jugée à Paris, Vicky fut condamnée à mort mais refusa de signer un recours en grâce, puis fut finalement déportée en Allemagne, à la prison Alt Moabit puis à celle de Barninstrasse. Elle fut guillotinée le 4 août 1944 dans la prison de Plötzensee à Berlin-Charlottenburg.

Dans le cimetière de Sainte-Geneviève-des-Bois, derrière le cimetière russe orthodoxe, une stèle honore la mémoire de Vera Obolensky. À Rueil-la-Gadelière où elle vécut dans les années 1940, avec son époux, lui aussi résistant, lieutenant FFI déporté, une plaque immortalise la mémoire de Véra. Dans cette commune, en 1958, au cours d'une cérémonie officielle, elle reçut à titre posthume, la Croix de chevalier de la Légion d'honneur et la Croix de guerre.

Auteurs : Fabrice Bourrée, Annie Pennetier et Françoise Strauss

Sources :
Archives de la préfecture de police, GB 85, BS1-37.

Archives nationales, 72 AJ 42 (Ceux de la Libération : témoignage écrit de Georges Savourey daté du 18 décembre 1945).

Archives départementales des Yvelines, 300 W 55.

Archives du musée de l'Ordre de la Libération.

Bibliographie :
Marcel Leclerc, *Résistance dans la Manche*, Édition La Dépêche, 1980.

Arthur Calmette, *L'OCM. Histoire d'un mouvement de résistance de 1940 à 1946*, Paris, PUF, 1961

Sitographie :
https://museedelaresistanceenligne.org/media10341-Vra-Obolensky-ne-Makarova

SAMUEL Vivette, Salomé née HERMANN (1919-2002)
Date : 29 janvier 2022 Auteur : histoireduservicesocial0 Commentaires



Nahum, son père, journaliste originaire d'Odessa, sioniste militant, deviendra directeur du Keren Hayessod (fonds national de reconstruction), avant d'être déporté à Auschwitz en janvier 1944.
Vivette est, très tôt, sensibilisée aux questions éducatives, en devenant monitrice au pair, pendant les vacances, dans l'internat du château d'Annel, près de Compiègne, où sa soeur était scolarisée. Cet établissement catholique dirigé par le Dr Robert Préault accueillait des enfants de la bourgeoisie parisienne ayant des difficultés d'adaptation.
En 1936, Vivette entreprend des études de philosophie à la Sorbonne, et s'engage avec les étudiants communistes dans une action auprès des républicains espagnols. En janvier 1939, elle fait partie d'une délégation qui doit apporter de l'argent dans Barcelone bombardée. Cette expérience l'a fait beaucoup fait mûrir et réfléchir, mais elle s'éloigne des étudiants communistes qu'elle trouve manipulateurs. Elle se remet à son diplôme de philosophie et soutient son mémoire intitulé « La rancune, étude psychologique », en 1941, à Toulouse, sous la direction du professeur Meyerson. Son besoin d'engagement la conduit à rencontrer un ami de son père qui la dirige vers l'Unitarian Service Committee de Marseille. Cette organisation protestante qui avait installé un jardin d'enfants au camp de Rivesaltes pour les républicains espagnols, dirigeait un centre médico-social conjointement avec l'œuvre de secours aux enfants (OSE). C'est là qu'elle rencontre Andrée Salomon qui lui fait découvrir la misère des camps d'internement et l'urgence à faire sortir les enfants.

En novembre 1941, elle devient « assistante résidente » de l'OSE au camp de Rivesaltes, pendant sept mois, en remplacement de Charles Lederman.
Son travail consiste à prendre contact avec les familles de juifs étrangers internées pour les persuader de confier leurs enfants à l'OSE et d'organiser leur sortie. 400 enfants sont libérés pendant cette période.
Elle est, ensuite, déléguée de l'OSE auprès de l'«Amitié chrétienne pour visiter les Groupements de travailleurs étrangers (GTE) de Savoie et Haute-Savoie. Chargée de l'inspection sanitaire, elle cherche également à ramasser les enfants qui pourraient être là-bas.
En octobre 1942, elle se marie au Couret, une maison de l'OSE, avec Julien Samuel, alors directeur du centre OSE de Marseille. Avant la descente de la Gestapo, en mars 1943, les Samuel partent à Limoges pour ouvrir un bureau de l'OSE. C'est là que son père, Nahum Hermann se fait arrêter sous ses yeux.
Avec la naissance de sa fille Françoise, en juillet 1943, elle laisse sa place au bureau de Limoges à Pierre Dreyfus (dit Pierre Dutertre). Vivette devient Henriette Lutz.
Les Samuel partent à Chambéry monter une antenne clandestine et accélérer les passages vers la Suisse, puis se réfugient près d'Aix-les-Bains.
Les premières années d'après-guerre sont consacrées à élever ses trois enfants Françoise, Jean-Pierre et Nicole. Mais elle veut reprendre une activité tournée vers l'action sociale et suit la formation de l'école des surintendantes d'usine de Paris, une école de service social créée en 1917 par Cécile Brunschwig. Pendant la guerre, à Marseille, Andrée Salomon avait tenté de mettre sur pied une formation liée à cette école, mais le projet avait tourné cours, du fait de l'opposition de Vichy à cette formation destinée à des jeunes filles juives.
En septembre 1950, après son diplôme, Vivette occupe son premier poste professionnel à l'ADIR, une association privée d'anciennes déportées de la Résistance où elle est assistante-sociale chef.
En 1954, l'OSE lui propose la responsabilité du service social. Elle entre comme assistante-chef du service de l'enfance qui réunit toutes les assistantes sociales et les auxiliaires de l'association. Son but est de renforcer le suivi social des enfants accueillis dans les maisons ouvertes pour les orphelins de la Shoah, puis pour les enfants venus d'Afrique du nord. Elle impose et contribue à construire un service social autonome, ce qui est en adéquation avec les politiques publiques d'après-guerre.
Elle met en place un service d'accueil innovant appelé « Intake » (terme désignant, dans les pays anglo-saxons, le service qui décide de la « prise en charge » du cas) à Paris, et par le Service d'Action Educative en Milieu Ouvert dans les départements de la Couronne. Des consultations hebdomadaires, ouvertes à tous les services, permettent, avec les travailleurs sociaux qui connaissent la famille, l'étude approfondie du cas, l'élaboration d'un plan de travail et, le cas échéant, la passation dans de bonnes conditions, à l'intérieur même de l'OSE, au service le plus apte à le prendre en charge.
Le terme « d'inadaptation » devient un véritable concept organisateur autour de la notion de famille déstructurée. « Pour aider une famille transplantée, il faut, en premier lieu, connaître ses conditions de vie antérieures, les éléments socio-culturels de son passé, les sentiments qui l'animent dans le présent. C'est tout le « vécu » de cette transplantation qu'il faut analyser et comprendre pour évaluer le degré et la nature du danger couru par les enfants et y porter remède. Mais dans la plupart des cas, le problème véritable se situe au niveau de la relation parents-enfants, entraînant des troubles qui font craindre la perspective de « danger » présent ou futur; on sait que la qualité des liens qui existent et se développent entre parents et enfants est un facteur décisif de la maturation et de la capacité de ces derniers à s'adapter à la réalité. »
De plus, grâce à l'école de Paul Bearwald, créée en 1949 près de Versailles, elle diffuse le case-work à l'OSE et au sein des milieux professionnels. Cette méthode d'intervention américaine, peu connue, est devenue un fer de lance technique englobant la formation et la supervision et a fait connaître l'OSE dans le milieu professionnel. « C'est le rôle dévolu à l'encadrement technique, à la supervision, à la consultation, aux réunions de service et aux journées d'étude.

Les structures souples de l'O.S.E. permettent d'expérimenter et de mettre au point des techniques de travail qui peuvent ensuite être appliquées dans d'autres secteurs. »
Ses activités de formatrice, puis de consultante – elle intervient à l'Association nationale des assistants de service social (ANAS), dans les écoles de service social de l'Union nationale des caisses d'assistance familiales (UNCAF), au service social de la SNCF et à l'institut de Montrouge – ont permis à Vivette Samuel de contribuer à la mise en œuvre de la réforme de l'aide sociale à l'enfance dans les années soixante, en particulier sur la prévention administrative. Elle est, avec Myriam David, « responsable pédagogique des sessions d'étude et de perfectionnement des travailleurs sociaux des services de prévention ». Ces sessions, organisées par le ministère de la Santé et de la Population, à l'institut de Montrouge, se tiendront jusqu'en 1968.
En 1979, elle devient directrice de l'Enfance, puis directrice générale à la suite de Marc Schiffmann.
Sous son impulsion, le service social de l'OSE devient un service pilote en matière de protection de l'enfance. Ce qui aboutit à la signature d'une convention avec l'ASE qui accepte la spécificité de l'OSE, dont les missions d'actions sociales porteront sur « des familles qui, par la suite de déplacements ou de transplantation, se trouvent inadaptées à leurs nouvelles conditions d'existence » (OSE, rapport d'activité 1964). « Nous gardons, en effet, à l'esprit la préoccupation de veiller à l'évolution parallèle de tous les services de l'OSE, remplir le mandat qui nous est confié par les services de Prévention et les juges pour enfants, intégrer notre action dans le réseau de l'action communautaire et maintenir les échanges avec tous les Organismes qui, sur le plan national, concourent à la protection de l'enfance. »
Elle prend sa retraite en 1985, elle meurt en 2002.

Bibliographie
Michèle Becquemin, *Une institution juive dans la république. L'oeuvre de secours aux enfants, Pour une histoire du service social de la protection de l'enfance*, édition Pétra, 2013.

Samuel Vivette, *Sauver les enfants*, Liana Levi, 1995.

Extraits du livre de Denis Peschanski « Des étrangers dans la Résistance »
Julia PIROTTE (1907-2000)
Julia Pirotte naît en 1907 en Pologne, dans une famille de mineurs. À dix-huit ans, son appartenance aux Jeunesses progressistes lui vaut d'être emprisonnée pour quatre ans. En 1934, menacée une nouvelle fois d'arrestation, elle quitte la Pologne pour rejoindre Paris. Affaiblie, elle s'arrête à Bruxelles où elle est recueillie par un réseau d'aide aux réfugiés politiques. Elle épouse alors Jean Pirotte, un militant ouvrier. Repérée ensuite par une journaliste, elle s'initie à la photo lorsque la guerre éclate. L'exode de mai 1940 la mène à Marseille où elle s'inscrit comme travailleuse volontaire dans une usine d'armement. Rapidement elle devient agent de liaison au sein de la MOI, une tâche bientôt facilitée par ses nouvelles fonctions de photoreporter pour la revue Dimanche *illustré*. Elle sera ainsi l'une des rares photographes à saisir l'action des résistants. En août 1944, Julia Pirotte intègre la compagnie Marat des FTP-MOI. Après la guerre, elle rentre en Pologne.

Vera OBOLENSKI (1911-1944)
La comtesse Véra Obolenski, dite Vicky, est originaire de Russie. Secrétaire du Mouvement OCM (Organisation Civile et Militaire), elle se fait « embaucher » par l'organisation Todt qui dirige la construction du Mur de l'Atlantique. À ce poste, elle transmet de nombreux renseignements à la Résistance et aux Alliés. Découverte, elle est arrêtée en décembre 1943 et guillotinée à Berlin le 4 août 1944. Témoin de son interrogatoire à la Gestapo, Sofka Nossovitch rapporte ses paroles : « Je suis née russe, j'ai passée toute ma vie en France, je ne veux trahir ni

ma patrie, ni celle qui m'a offert asile. Je suis chrétienne et croyante, c'est pourquoi je ne peux pas être antisémite… »

Vivette SAMUEL (1919-2006)
Française d'origine russe, Vivette Hermann est née à Paris en 1919. Ses études de philosophie sont interrompues par la guerre et le statut des Juifs décrété par Vichy. Recrutée par l'OSE (Œuvre de secours aux enfants) en 1941, elle est internée volontaire au camp de Rivesaltes. Sa mission consiste à faire libérer les enfants pour les placer dans des maisons d'accueil. En août 1942, revenue de Rivesaltes, elle épouse Julien Samuel. Devant les menaces d'arrestations et de déportations des Juifs de France, l'OSE décide la fermeture de centre de Marseille. Le couple part alors en mars 1943 à Limoges fonder un centre médico-social de l'OSE qui doit aussi servir de couverture au travail clandestin au sauvetage des enfants par le « réseau Garel » ainsi qu'aux activités de résistance de la branche clandestine de l'OSE. Menacés d'arrestation, Julien et Vivette Samuel prennent une fausse identité et vont à Paris, puis Chambéry en mars 1944.

Mère Marie SKOBTSOV (1891-1945)
D'origine russe, poétesse, admiratrice et disciple d'Alexandre Blok, Elisaviéta Kouzmina Karavaiéva gagne la France après la Révolution de 1917. Exilée à Paris, elle devient religieuse sous le nom de Mère Marie. Elle fonde rue de Lourmel, avant-guerre, l'*Action orthodoxe*. Dès le début de l'Occupation, tout en se refusant à une résistance militaire, elle cache avec le desservant de la chapelle, le père Dimitri Klepinine, ceux qui sont traqués par la Gestapo : des évadés russes, des résistants français et russes, et en particulier des Juifs. Elle leur procure de faux certificats de baptême et de faux papiers d'identité. Arrêtée par la Gestapo le 8 février 1943, elle est déportée, en Allemagne, au camp de concentration de Ravensbrück, où elle meurt gazée le 31 mars 1945. Elle est « Héroïne de la Grande Guerre patriotique » (Soviet suprême de l'URSS, 1985) ; Juste parmi les Nations (Yad Vashem, 1985), sainte (Église orthodoxe, 2004)

Sitographie :
https://grehss.fr/2022/01/29/samuel-vivette-salome-nee-hermann-1919-2002/